



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Situation au Proche-Orient

Question au Gouvernement n° 558

Texte de la question

SITUATION AU PROCHE-ORIENT

Mme la présidente . La parole est à Mme Sabrina Sebaihi.

Mme Sabrina Sebaihi . Gaza se meurt sous nos yeux. (*« Oh ! » sur plusieurs bancs du groupe RN.*) Réponse légitime, offensive ciblée, riposte graduée : que de circonvolutions pour ne pas dire massacre organisé et risque de génocide contre le peuple palestinien. (Applaudissements sur les bancs du groupe LFI-NFP et sur quelques bancs du groupe EcoS.) Jour après jour, les bombes pleuvent sur une population affamée et assiégée. Depuis la reprise des bombardements à Gaza, on dénombre plus de 1 000 morts, dont 300 enfants.

Un député du groupe RN . Et le Hamas, combien a-t-il fait de morts ?

Mme Sabrina Sebaihi . Pour certains, ce ne sont que des chiffres ; pour d'autres, ce sont des familles entières rayées de la carte. Dans ce chaos, les otages israéliens que Tel-Aviv prétend vouloir sauver risquent eux aussi d'être tués par les frappes de Tsahal.

Dror Mishani, un écrivain israélien, a déclaré : « Le traumatisme du 7 Octobre a fait de notre pays une société obsédée la vengeance. » C'est bien ce qu'incarne le gouvernement Netanyahu : non pas la sécurité, mais une vengeance aveugle, qui s'étend désormais au Liban, frappé une nouvelle fois au mépris du cessez-le-feu. La fuite en avant menace d'embraser toute la région. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EcoS et LFI-NFP ainsi que sur quelques bancs du groupe SOC.*)

Ce même gouvernement est désavoué par son propre peuple. Des foules immenses manifestent chaque jour au côté des familles des otages, suppliant le gouvernement de signer un cessez-le-feu. Ce premier ministre corrompu, qui limoge procureure générale et patron du renseignement, a accueilli la semaine dernière tout ce que l'Europe compte de néonazis et de fascistes – certains siègent sur ces bancs –, à l'occasion d'une conférence contre l'antisémitisme. (*Applaudissements sur les bancs du groupe EcoS. – M. Olivier Faure applaudit également.*)

M. Emeric Salmon . Mais ce n'est pas possible ça ! Elle nous traite de nazis !

M. Thomas Ménagé . Quelle honte !

Un député du groupe RN . Et les propos de Mélenchon ?

Mme Sabrina Sebaihi . Mais l'histoire, implacable, le rattrapera. En temps voulu, elle le jugera au même titre que les chefs d'État condamnés pour crime contre l'humanité par la Cour pénale internationale. (*Exclamations*)

prolongées sur les bancs du groupe RN.)

Pendant ce temps, la France appelle à la retenue, publie des communiqués de presse et distribue des éléments de langage comme on colle des pansements sur un cadavre.

Monsieur le ministre des affaires étrangères, vous avez condamné, vous vous êtes dit préoccupé, alarmé, ému ; mais vous n'avez jamais sanctionné, alors que c'est sur ce point que la France est attendue. (*Applaudissements sur les bancs des groupes EcoS, LFI-NFP et SOC.*) Si un autre pays s'était rendu coupable de tels crimes, il n'aurait pas bénéficié d'autant de lâcheté. (*Exclamations sur les bancs du groupe RN.*)

M. Théo Bernhardt . Vous êtes antisémites !

Mme Sabrina Sebaihi . Les otages du 7 Octobre doivent-ils se résoudre à être abandonnés par leur gouvernement ? Les Palestiniens doivent-ils... (*Le temps de parole étant écoulé, Mme la présidente coupe le micro de l'oratrice. - Les députés des groupes EcoS, LFI-NFP et SOC applaudissent cette dernière.*)

M. Emeric Salmon . Nous avons été traités de nazis et il ne se passe rien ?

Mme la présidente . La parole est à M. le ministre de l'Europe et des affaires étrangères.

M. Jean-Noël Barrot, *ministre de l'Europe et des affaires étrangères* . La rupture du cessez-le-feu et la reprise des frappes israéliennes à Gaza constituent un retour en arrière dramatique pour la population civile de l'enclave, pour les otages et leur famille ainsi que pour la stabilité dans la région. Le bilan humain de ces frappes est considérable – plus de 1 000 personnes ont perdu la vie.

Mme Nathalie Oziol . Tuées par l'armée israélienne !

M. Jean-Noël Barrot, *ministre* . Le 9 mars, un bâtiment des Nations unies a été frappé : un employé a perdu la vie et deux de nos compatriotes ont été grièvement blessés.

Des tirs israéliens sur des ambulances ont tué quinze secouristes, parmi lesquels des membres du Croissant-Rouge, de la protection civile palestinienne et des employés des Nations unies. C'est tout simplement inacceptable : les travailleurs humanitaires ne devraient jamais être pris pour cible. Demain, cela fera un mois que le gouvernement israélien aura fermé l'accès de l'enclave à l'aide humanitaire – il l'avait rouvert précédemment.

Jeudi, je rencontrerai mon homologue israélien et j'appellerai son attention sur trois points.

Comme le Hamas, Israël doit respecter les engagements pris le 19 janvier, date du début du cessez-le-feu. Les priorités sont la libération des otages et la cessation des hostilités.

Plus généralement, il faut soutenir le plan des pays arabes pour la reconstruction, la gouvernance et la sécurité à Gaza. Ce plan prévoit que le Hamas ne pourra participer à la gouvernance de l'enclave et devra cesser de constituer une menace pour Israël.

Enfin, au-delà de la question de Gaza, la solution à deux États est la seule à même de garantir la sécurité et la paix pour les Israéliens comme pour les Palestiniens. Elle sera l'objet de la conférence des Nations unies que la France présidera avec l'Arabie saoudite cet été.

Nous n'hésitons pas à prendre des sanctions. Nous l'avons déjà fait en réaction à un sujet qui nous préoccupe particulièrement – la colonisation extrémiste et violente en Cisjordanie. S'il le faut, nous en prendrons de nouvelles. (*Applaudissements sur quelques bancs du groupe GDR. – M. Paul Molac applaudit également.*)

Mme Nathalie Oziol . Quelles sanctions avez-vous prises ?

Données clés

Auteur : [Mme Sabrina Sebaihi](#)

Circonscription : Hauts-de-Seine (4^e circonscription) - Écologiste et Social

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 558

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : Europe et affaires étrangères

Ministère attributaire : Europe et affaires étrangères

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 2 avril 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 2 avril 2025